

L'Europe entre éclatement et fusion : une bombe !

Article rédigé par *Liberté politique*, le 15 septembre 2017

[Source :Nouvelles de France / img : retoil.tumblr.com]

L'Europe est parcourue par des mouvements contradictoires, comme un navire secoué par des vents contraires. Le Royaume-Uni a choisi par référendum de quitter l'Union Européenne, mais les dirigeants nationalistes écossais souhaitent qu'un nouveau référendum puisse cette fois permettre à l'Ecosse d'accéder à l'indépendance. L'argument du retour à l'Europe peut avoir un poids décisif auprès des Ecossais qui s'étaient majoritairement opposés au « Brexit ». Le Royaume d'Espagne connaît une situation comparable avec le souhait des dirigeants nationalistes catalans qui désirent eux-aussi un référendum en vue de rendre la Catalogne indépendante.

Si l'Espagne n'envisage nullement de quitter l'Union Européenne, il s'agit dans les deux cas, du risque d'un éclatement d'Etats-Nations anciens. Les conflits ont été importants entre l'Angleterre et l'Ecosse, mais l'union des deux « nations » remonte au XVIII^e siècle. Le royaume de Castille et celui d'Aragon, qui englobait la Catalogne se sont unis au X^e siècle et ont formé une puissance prestigieuse qui au siècle suivant a conquis le nouveau monde et dominé l'Europe. Ces sécessions auraient une signification plus forte que la séparation de la Slovaquie et de la République tchèque, ou que l'éclatement de la Yougoslavie. Ces deux Etats avaient, en effet, été créés par les traités qui avaient suivi l'effondrement de l'Empire d'Autriche-Hongrie en 1918. La menace de divorce entre Wallons et Flamands plane toujours sur la Belgique. Mais, dans ce cas, le statut spécial de Bruxelles, région à part entière, mais divisée entre les deux communautés, et jouissant de l'image trompeuse de « capitale » européenne, est une sorte de boulon qui maintient l'unité du pays. Les conservateurs de Londres comme ceux de Madrid, minoritaires dans les régions séparatistes, se dressent avec vigueur contre l'indépendance des deux régions. Ce serait pour ces deux vieux Etats-Nations, qui ont été à un moment de leur histoire les puissances dominantes sur la planète, un recul effroyable, une rétrogradation insupportable.

Pendant ce temps, M. Macron est allé rendre visite à M. Tsipras à Athènes. Suivant sa tactique de séduction, maintenant bien connue, qui consiste à dire aux dirigeants étrangers qu'il rencontre ce qu'ils souhaitent entendre, et à éviter ceux qu'il a l'intention de critiquer, le Président français, a dit aux Grecs tout le mal qu'il pensait du FMI. Faisant assaut de démagogie, il a appelé à une plus grande confiance entre les pays européens. Manifestement, lui échappe le fait que la Grèce soit entrée en fraude dans la zone euro avec des chiffres trafiqués pour définir sa situation économique réelle ! Il est vrai que ses amis socialistes avaient à l'époque été les complices réjouis de l'admission d'un pays gouverné alors par un socialiste. Pour le coup, et contrairement à l'adage, c'est le Grec qui devrait se méfier du cadeau qui lui est fait. C'était l'emballage d'une proposition qui est la première marche du fédéralisme européen, cette fois de la disparition des nations, éclatées ou non, dans un ensemble européen encore plus contraignant, où leur souveraineté finira de disparaître. M. Macron a relancé l'idée d'une unité budgétaire de la zone Euro, fondée sur un exécutif unique, et doté d'un parlement de plus. Chacun comprend qu'à force de créer des structures politiques supplémentaires, il faudra songer à en supprimer d'autres. Si on n'imagine pas mettre fin au Conseil de l'Europe, ni au Parlement Européen, on envisage de diminuer le nombre des parlementaires nationaux, et on

se dira qu'un jour, leur champ d'action étant de plus en plus limité, il sera temps d'éteindre la lumière et de fermer les bâtiments, qui seraient de merveilleux musées. Un député « En Marche », spécialiste du tourisme, a d'ailleurs, paraît-il, préfiguré cette évolution, en faisant payer les visites de l'Assemblée...

L'élection présidentielle française prend ici toute sa signification que les Français n'ont guère pu appréhender au milieu des péripéties qui l'ont jalonnée. Les Français étaient majoritairement opposés à la dilution de la souveraineté démocratique dans la technocratie bruxelloise. Leur vote de 2005 avait été clair. La victoire paradoxale de Macron fait aujourd'hui de la France un vecteur du fédéralisme européen, alors que jamais les divergences n'ont été aussi fortes. Certes, les Français sont favorables au maintien de l'Euro par peur du saut dans l'inconnu, mais l'homme qu'ils ont fait rentrer à l'Elysée va résoudre leur contradiction en faisant taire toutes leurs réticences vis-à-vis de l'Europe. Ses propos très durs à l'encontre des Etats qui s'opposent à l'immigration ne laissent aucun doute à ce sujet. Le Front National a eu le grand tort de mettre l'accent sur la souveraineté monétaire plutôt que sur l'identité menacée par l'immigration. Le résultat est que les Français vont perdre, et leur souveraineté, et leur identité. Le maintien de l'Euro renforcera la primauté économique de l'Allemagne qui restera de très loin la première puissance industrielle, quels que soient les efforts de la France en matière de coût du travail et de flexibilité de l'emploi, parce que nous conserverons une monnaie dont nous n'avons pas les moyens. La France se réjouira d'être une zone de loisirs agréable, de plus en plus visitée par des étrangers, des visiteurs qui sont les bienvenus, mais aussi des migrants qui seront assistés ou occuperont les nombreux emplois non-qualifiés créés par nos types d'activités. Ceux-ci pèseront sur notre dépense publique et sur le niveau des salaires.

La France n'est pas menacée d'éclatement mais de disparition. Rarement dans l'histoire, un peuple aura accéléré son suicide avec autant d'aveuglement !